



AMBASSADE DE SUISSE
AU MEXIQUE

512.0(J).- MD/an

MEXICO 6, D. F., le 3 janvier 1972

Hamburgo 66, 5° piso
Téléphone: 33-07-35
Adresse postale: Apartado 1027, México 1, D. F.
Adresse télégraphique: AMBASUISSE

A la Division des affaires politiques
du Département politique fédéral

3003 B e r n e

un: Serv. Doc.

en	HNVH	JTB	BX	BTA		3/5
Date	6.1.	10.1	10.1	10.1		10.1
Vers	Am	V	R	BH	BM	BTA
EPU		- 6. 1. 72				11
Ref.	p. B. 73 Jamaïque. O.					

A la Division du commerce
du Département fédéral de l'économie publique

3003 B e r n e

s.c. 41. Jan. 100. O. ✓
Monsieur l'Ambassadeur,
s.c. 41. Jan. 157. O. ✓

L'impression que l'on a en arrivant pour la première fois en Jamaïque est sans aucun doute positive. Cette perle des Caraïbes, où toutes les races du monde sont représentées, paraît en effet être un pays sans grands soucis, où il fait bon vivre. Mais l'on constate très vite qu'en réalité il y a beaucoup de problèmes à résoudre, même si l'on est agréablement surpris de voir que le pays dispose d'une bonne infrastructure administrative. On sent et on respire partout un air très britannique. Les contacts avec les autorités sont empreints de simplicité. Les hauts fonctionnaires des différents ministères donnent en général l'impression de connaître les problèmes et de se rendre compte des difficultés que leur jeune pays doit surmonter. Tout devrait donc être malgré tout relativement facile, mais en fait ne l'est pas.

C'est que, ainsi que le relèvent également beaucoup de diplomates étrangers, les autorités ne semblent pas toujours choisir les solutions les plus appropriées pour résoudre les graves problèmes du moment: tout ce qui se fait actuellement en Jamaïque est conditionné par la politique. Les élections pour le renouvellement du parlement doivent en effet avoir lieu avant la fin du mois d'avril, et chaque partie cherche à tirer profit de la situation avant que la date précise de cette consultation populaire ne soit fixée.

Le système politique jamaïquain, basé comme on le sait, sur le modèle britannique, voit en lice depuis l'in -

./.

dépendance du pays (1962) deux partis principaux, le Jamaican Labour Party (JLP), au pouvoir depuis bientôt dix ans, et le People's National Party (PNP), à l'opposition. Les deux partis sont issus du mouvement ouvrier et ils s'appuient encore aujourd'hui sur les syndicats. Le JLP, considéré comme le parti des couches paysannes et de l'establishment, a des attaches étroites avec la Bustamante Industrial Trade Union (BITU), tandis que le PNP, parti de la classe moyenne, des ouvriers et des intellectuels de gauche, maintient des liens avec la National Workers Union (NWU). Des tentatives de créer d'autres partis politiques d'une certaine importance ainsi que celle plus récente d'organiser un mouvement du Black Power, inspiré du mouvement analogue des Etats-Unis, n'ont eu aucun succès jusqu'à présent.

Le JLP a respecté jusqu'ici la propriété privée et les investissements étrangers, y compris ceux dans les industries de base (le gouvernement fait tout pour attirer les capitaux étrangers nécessaires à l'industrialisation du pays, même si récemment les compagnies d'assurances et les banques étrangères ont été invitées à se "jamaïquaniser" dans un délai de 5 ans). Le PNP a, par contre, du moins dans les déclarations de ses leaders, des programmes de tendance nettement plus à gauche.

Actuellement le JLP donne l'impression d'être utilisé par le pouvoir et beaucoup d'observateurs estiment qu'un changement pourrait, malgré tout, avoir des aspects positifs pour le pays. Dans ces conditions, et compte tenu aussi du fait que le PNP devrait tirer profit, en principe, du mécontentement des masses ouvrières touchées par le chômage et le sous-emploi, un pronostic s'avère cette fois-ci extrêmement difficile. Si le JLP devait l'emporter encore une fois, ce ne sera alors que de justesse dit-on, mais dans le cas d'une troisième défaite consécutive du PNP il n'est pas exclu que les dirigeants de ce parti, se sentant une fois de plus frustrés, n'assument par la suite des positions de plus en plus radicales.

Quel que soit le vainqueur des prochaines élections, il n'aura en tout cas pas la tâche facile, car les problèmes à résoudre dans ce petit pays de deux millions d'habitants sont nombreux et graves. Ces problèmes sont actuellement essentiellement d'ordre économique et social: malgré les résultats positifs obtenus ces dernières années dans les domaines du tourisme, de la production de la bauxite et de l'industrialisation en général, la Jamaïque est en effet encore un pays agricole puisqu'environ 40% de ses forces de travail sont occupées dans ce secteur économique. Mais l'agriculture ne

contribue qu'à raison de 8,5% environ (1970) au produit social brut. Dans cette situation on assiste à un exode continu de la population rurale, surtout des jeunes gens, vers la capitale, dans l'espoir d'y trouver une occupation plus rémunérative. Mais la ville de Kingston, qui compte aujourd'hui déjà environ 600 mille habitants, n'offre pas de possibilités de travail pour tout le monde. Dès lors l'on comprend facilement que cette masse flottante de chômeurs soit la cause de troubles sociaux de plus en plus fréquents (dans tout le pays, le sous-emploi et le chômage sont estimés à 25% des forces de travail). De la solution de ce problème dépend donc la stabilité politique et sociale de la Jamaïque dans les années à venir.

De l'avis de plusieurs experts étrangers, l'agriculture devrait, malgré tout, être l'un des secteurs prioritaires dans les programmes de développement économique du gouvernement: un effort décisif et sérieux devrait être fait pour introduire de nouvelles techniques de production et de nouvelles cultures ainsi que pour mécaniser et industrialiser l'agriculture et la rendre non seulement plus compétitive sur le marché mondial mais également en mesure de couvrir les besoins de la population (en 1970, la Jamaïque a dû importer des denrées alimentaires pour 86 millions de US\$).

Le gouvernement, quant à lui, semble par contre préférer la voie de l'industrialisation du pays. Ce programme ambitieux et certes également nécessaire, commence à donner ses fruits: en 1970 le p.s.b. a augmenté nominalement de 10,7% ce qui a permis d'atteindre un revenu par habitant, aux prix courants, d'environ US\$ 520.-. Mais il est subordonné à l'apport d'une aide financière et technique substantielle de l'étranger. De plus, pour résoudre le problème du chômage et du sous-emploi, la Jamaïque aurait un urgent besoin d'industries occupant une nombreuse main-d'oeuvre. Malheureusement les techniques modernes de production tendent à éliminer de plus en plus le travail manuel. En 1970, 20 nouvelles entreprises se sont établies en Jamaïque créant des postes de travail pour 1340 personnes au total (67 en moyenne par entreprise). C'est évidemment peu comparé aux problèmes à résoudre.

Pour essayer d'attirer donc de nouveaux capitaux ainsi que pour se soustraire un peu à l'emprise des firmes américaines et pour diversifier tant peu soit-il ses échanges commerciaux (actuellement 2/3 de ces échanges se font avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne), la Jamaïque cherche de plus en plus le contact avec l'Europe en général et avec les pays de la CEE en particulier. La récente venue à Kingston de délégations économiques italienne et allemande semble le prouver.

- 4 -

Mais le gouvernement jamaïquain se trouve en présence d'un autre gros soucis représenté par les conséquences que l'entrée de la Grande Bretagne dans la CEE peut avoir sur les exportations de sucre et de bananes vers le marché anglais. Malgré les promesses reçues de Londres à ce sujet, à Kingston on s'interroge avec inquiétude sur ce qui se passera l'année prochaine dans ce domaine. En même temps, on examine d'ores et déjà s'il n'y a pas d'autres solutions qui pourraient amortir le contrecoup pour l'économie (p.ex. possibilité d'une intégration plus avancée au sein de la CARIFTA (Caribbean Free Trade Association), dans le sens d'une union douanière ou d'un marché commun).

Voilà donc comment se présente la situation en Jamaïque en ce début de 1972.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse :

W. Ull.